

crenons côte à côte, nous avons les mêmes foyers et les mêmes frontières à défendre, qu'est-ce donc qui peut nous empêcher d'être une même et seule nation—la grande nation Canadienne? Il n'y a plus que sous la paillote du sauvage que l'on rencontre aujourd'hui des haines de race à race. L'incompréhension a bien pu entretenir autrefois dans certaines couches le souvenir des défaites ou des luttes anciennes, mais les esprits d'élite n'ont plus qu'un désir, c'est que la route de l'humanité s'éclaire des phares qu'allument la paix et la concorde.

Avant 1881, les écrivains et les savants de langue anglaise dans ce pays ignoraient pour ainsi dire complètement les productions littéraires de leurs concitoyens d'origine française, et ces derniers ne lisaient point non plus les œuvres qui se publiaient, soit dans l'Ontario, soit dans les provinces du bord de la mer.

Et pourtant deux littératures sorties de la même terre s'élevaient l'une à côté de l'autre.

Il y aura vingt-sept ans au mois d'octobre prochain que notre compagnie fut fondée par le duc d'Argyll qui gouvernait alors le Canada sous le nom de marquis de Lorne. Ce gouverneur, qui était lui-même un écrivain distingué, avait toujours montré une grande sollicitude pour tout ce qui a trait à notre progrès intellectuel. Marchant sur les traces de son épouse, Son Altesse Royale la Princesse Louise, qui venait de fonder l'Académie des Arts, il voulut rapprocher les hommes des deux races qui s'adonnaient aux lettres et aux sciences et que passionnaient les mêmes études.

En se connaissant mieux, disait-il, ils s'estimeront davantage. Il s'établira entre eux des liens de confraternité et de solidarité dont le pays pourra bénéficier.

Avec la gracieuse permission de sa Majesté la reine Victoria, la nouvelle compagnie prit le nom de Société Royale. Le gouverneur choisit lui-même les premiers membres et rédigea la constitution qui fut confirmée par un acte du Parlement fédéral.

L'harmonie et le bon vouloir qui ont régné dans notre compagnie dès le début n'ont jamais cessé de se manifester depuis. Au nom de la littérature, de l'histoire et de la science, des hommes partis de Nanaimo dans la Colombie viennent chaque année fraterniser avec d'autres hommes qui vivent sur les bords de l'Atlantique. Dans nos rangs se rencontrent des archevêques catholiques, des prélats de la cour romaine, des pasteurs protestants, presbytériens ou méthodistes, des professeurs d'université et des hauts fonctionnaires de l'État. Ces hommes de races différentes qui sont séparés par leurs opinions ou leurs croyances discutent ensemble des choses de l'esprit, échangent des idées, écrivent côte à côte et publient sous le couvert d'un même volume les résultats de leurs recherches. Leur union n'en est pas une seulement de raison, mais un mariage loyal où les deux partis s'estiment et se recherchent. On voit aujourd'hui des professeurs des universités de Toronto et de McGill écrire dans les revues de Québec et des professeurs de nos universités françaises collaborer aux revues de langue anglaise, des descendants de loyalistes américains ou des montagnards écossais, et des petits fils de Français dont les ancêtres, il y a trois cents ans, faisaient sécher leurs filets de pêche sur les grèves de Dieppe ou de Honfleur, s'asseoir à la même table pour y résoudre ensemble les problèmes ardu de la science. Les littérateurs ou les savants de toutes les provinces de cet immense pays se consultent et s'entraident, se soumettent leurs écrits les uns aux autres, poursuivent dans un élan commun des recherches en tous genres. Quel changement depuis vingt-cinq ans! Il serait présomptueux, certes, de vouloir attribuer à notre seule compagnie tous ces merveilleux résultats, mais on ne peut nier que la Société Royale du Canada ait battu la marche et donné l'exemple.

Le marquis de Lorne assigna aux membres de la nouvelle société la mission d'encourager et d'activer par tous les moyens les études et les recherches littéraires